



SYNDICAT DES EAUX ET DE L'ASSAINISSEMENT ALSACE MOSELLE

(ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 26-12-1958 MODIFIÉ)

KB/TZU/902.023

COMMUNE DE DUTTLENHEIM

Plan Local d'Urbanisme

Annexe Sanitaire Assainissement

NOTE TECHNIQUE

1^{er} envoi :	Mars 2016	1 ^{ère} phase
2^{ème} envoi :	Septembre 2020	2 ^{ème} phase – selon plan de zonage du 11 août 2020
3^{ème} envoi	Décembre 2021	2 ^{ème} phase – selon plan de zonage du 15 novembre 2021



Espace Européen de l'Entreprise - Schiltigheim BP 10020 - 67013 STRASBOURG CEDEX
TÉLÉPHONE : 03.88.19.29.19 – TÉLÉCOPIE : 03.88.81.18.91
INTERNET : www.sdea.fr



SOMMAIRE

1. GÉNÉRALITÉS	3
1.1. Structure administrative	3
1.2. Domaine de compétences et d'intervention.....	3
2. DESCRIPTION DES INSTALLATIONS	3
2.1. Le réseau intercommunal	3
2.2. Le réseau communal	4
2.3. Épuration	4
2.4. Périmètres de protection.....	5
3. PROGRAMMATION DE TRAVAUX ET PERSPECTIVES.....	5
3.1. Étude du fonctionnement du réseau d'assainissement	5
3.2. Avancement des travaux	5
3.3. Zonage d'assainissement.....	6
4. RACCORDEMENT AUX INFRASTRUCTURES D'ASSAINISSEMENT DES ZONES D'EXTENSION FUTURE.....	6
4.1. Principe général de gestion des eaux pluviales.....	6
4.2. Desserte des zones U (zones urbanisées).....	7
4.3. Desserte des zones AC (zone agricole constructible)	7
4.4. Desserte des zones N (zone naturelle)	8
5. ESTIMATION SOMMAIRE DES OUVRAGES A RÉALISER.....	8
5.1. Loi Urbanisme et Habitat	8
5.2. Détail estimatif	8
6. CONCLUSION	9

1. GÉNÉRALITÉS

1.1. Structure administrative

La collecte des effluents de la commune de Duttlenheim est assurée par la Communauté de Communes de la Région de Molsheim-Mutzig qui comprend également les communes de Altorf, Avolsheim, Dachstein, Dinsheim-sur-Bruche, Dorlisheim, Duppigheim, Ergersheim, Ernolsheim-sur-Bruche, Gresswiller, Heiligenberg, Molsheim, Mutzig, Soultz-les-Bains, Still, Wolxheim.

1.2. Domaine de compétences et d'intervention

La Communauté de Communes de la Région de Molsheim-Mutzig est le maître d'ouvrage de l'ensemble des installations de collecte, de transport et de traitement des effluents. Elle a transféré au Syndicat des Eaux et de l'Assainissement Alsace Moselle (SDEA) les compétences de contrôle, d'entretien et d'exploitation des ouvrages de collecte, de transport et de traitement ainsi que la gestion des abonnés.

Dans le cadre de ces compétences, et outre l'exploitation courante des installations, le SDEA assure notamment un service de permanence qui peut intervenir à tout moment, en cas d'incident, sur l'ensemble des ouvrages de collecte, transport et traitement.

2. DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

Les effluents de l'ensemble des communes de la Communauté de Communes de la Région de Molsheim-Mutzig sont traités par 3 stations d'épurations (Duppigheim, Ernolsheim-sur-Bruche, Molsheim).

La présente note s'articule uniquement autour du système d'assainissement de Duppigheim, situé à l'ouest du territoire et dont dépend la commune de Duttlenheim.

2.1. Le réseau intercommunal

Le réseau intercommunal du système d'assainissement de Duppigheim s'articule autour de deux axes de réseau principaux.

Une première antenne de réseau achemine les effluents d'Altorf, puis de **Duttlenheim** et Duppigheim en direction de la station d'épuration intercommunale suivant un axe ouest-est, le long du cours d'eau *La Petite Bruche*. Ce réseau, entièrement gravitaire, est constitué de canalisations Ø 200 mm entre Altorf et Duttlenheim, de canalisations Ø 300 mm entre **Duttlenheim** et Duppigheim, et enfin de canalisations Ø 400 mm de Duppigheim jusqu'à la station de traitement.

La seconde antenne de réseau achemine les effluents de Kolbsheim vers Duppigheim suivant un axe nord-sud. Cette antenne est constituée de canalisations Ø 200 et 250 mm. Un premier poste de refoulement équipe ce réseau au niveau du rond-point situé au nord du Parc d'Activités de la Plaine de la Bruche, en venant de Kolbsheim. Un second poste envoie alors l'ensemble des effluents de Kolbsheim et du Parc d'Activités vers la station d'épuration intercommunale via un réseau de refoulement Ø 250 mm qui contourne Duppigheim par le nord.

Enfin, chaque commune est équipée d'un bassin de pollution suivi d'un régulateur de débit pour le traitement différé du surplus d'effluents généré par un événement pluvieux. Ce surplus d'effluents est ainsi temporairement stocké dans les bassins avant d'être restitué au réseau de transport intercommunal :

- Altorf possède un bassin de 260 m³ constitué des canalisations surdimensionnées Ø 1600 mm sur 129 ml,
- Duttlenheim possède un bassin rectangulaire de 900 m³ équipé d'une station de relèvement pour sa vidange,

- Duppigheim possède un bassin cyclonique de 560 m³ équipé d'une station de relèvement,
- Kolbsheim possède un bassin cyclonique de 165 m³, également vidangé par pompage.

2.2. Le réseau communal

La grande majorité des zones urbanisées de la commune est desservie par un réseau d'assainissement collectif de type unitaire. Deux grands bassins versants sont identifiables, le premier en rive droite et le second en rive gauche de la *Petite Bruche*.

La partie sud de la commune située en rive droite du ruisseau et correspondant à la partie ancienne du village, est parcourue par trois branches de réseau structurantes qui permettent l'acheminement des effluents jusqu'au bassin de pollution de la commune :

- Un réseau Ø 200 à 700 mm qui parcourt l'avenue du Général de Gaulle avant de se diriger vers le nord en direction des ateliers municipaux,
- Un réseau Ø 200 à 1 200 mm qui collecte les eaux de la rue du Général Leclerc jusqu'au chemin des Prés, en parcourant les rues du 24 Novembre, du Cimetière et des Vergers,
- Un réseau Ø 200 à 800 mm qui draine les quartiers sud-ouest de la commune en parcourant les rues de la Paix, de la Poste et de la Liberté jusqu'à la rue des Prés. Notons que les effluents d'Altorf empruntent ce réseau en venant de la rue d'Altorf.

Les effluents de la partie nord de la commune située en rive gauche de la *Petite Bruche* et correspondant à des quartiers pavillonnaires plus récents, sont également acheminés au bassin de pollution communal via un réseau Ø 500 mm qui traverse la *Petite Bruche* par un siphon situé dans l'emprise de la piste cyclable reliant la rue de Hangenbieten et la rue des Prés. En amont, le réseau de collecte est structuré autour d'une artère centrale Ø 400 à 1200 mm qui parcourt l'avenue de la Gare jusqu'à la rue de Hangenbieten. Cette artère collecte au passage plusieurs réseaux secondaires :

- Un réseau Ø 400 à 700 mm qui parcourt les rue des Acacias, des Charmes et des Hêtres et le quai du Moulin,
- Plus au nord, un réseau Ø 300 à 600 mm qui parcourt la rue de la Forêt depuis la rue des Courlis,
- Un réseau Ø 250, 500, 700 et 1 200 mm qui parcourt un nouveau lotissement composé de l'avenue Albert Schweitzer et des rues Louise Weiss et des Perdreaux. Notons que les eaux usées de la rue Henri Meck, la rue des Biches et l'avenue Albert Schweitzer sont collectées par ce réseau,
- Un réseau Ø 250 à 500 mm qui parcourt la rue des Faisans et la rue de Kolbsheim. Notons que les eaux usées du collègue sont pompées dans ce réseau par un poste de relèvement individuel,
- Un dernier réseau Ø 250 à 300 mm qui parcourt la rue des Chevreuils.

La zone pavillonnaire située entre la rue des Chevreuils au nord et la rue des Perdreaux au sud est la seule zone d'habitations équipée d'un réseau d'assainissement séparatif. Les eaux pluviales sont collectées par un réseau Ø 300 à 1 000 mm et s'écoulent vers le nord où se trouve un bassin de rétention des eaux pluviales à ciel ouvert d'une capacité de 750 m³.

La Zone d'Activités située à l'extrême nord de la commune est également assainie de manière séparative. Les eaux pluviales de la rue Ampère et de la rue des Pionniers sont acheminées vers un fossé à l'est par un réseau Ø 400 à 1 100 mm. Les eaux pluviales de la rue Gutenberg et de la rue Denis Papin sont envoyées vers un fossé situé au nord de la voie ferrée. Les eaux usées du secteur sont acheminées vers le réseau intercommunal à l'est par la rue Jean Prêcheur.

2.3. Épuration

Les réseaux convergent vers la station d'épuration intercommunale de Duppigheim située à l'est de la commune. Cette station d'épuration est en service depuis 1993. Le principe de la

filière existante est le traitement par boues activées avec aération prolongée d'une capacité nominale par temps sec de 18 000 équivalents-habitant.

Des travaux de mise à niveau de la station d'épuration ont été engagés. Ils portent notamment sur son autosurveillance. Ces travaux seront achevés en 2021/2022.

On constate qu'avec une charge moyenne en période de temps sec avoisinant 14 500 équivalents-habitant, la station d'épuration n'est pas en surcharge par rapport à sa capacité nominale et que le traitement de l'ouvrage est d'un très bon niveau.

Les eaux traitées sont rejetées dans la Bruche et les boues sont valorisées par épandage.

2.4. Périmètres de protection

Le ban communal de Duttlenheim n'est concerné par aucun périmètre de protection de captage d'eau.

3. PROGRAMMATION DE TRAVAUX ET PERSPECTIVES

3.1. Étude du fonctionnement du réseau d'assainissement

Une étude de diagnostic des réseaux d'assainissement de la commune a été réalisée en 2010 par le bureau d'études du SDEA.

La modélisation informatique du réseau d'assainissement avait un double objectif :

- Mesurer l'impact des rejets de temps de pluie sur la qualité du cours d'eau récepteur,
- Vérifier le dimensionnement du réseau de collecte lors d'une pluie de période de retour 10 ans.

Cette étude a débouché sur la proposition d'un programme de travaux, comprenant notamment l'extension du bassin de pollution existant (+ 650 m³) et le renforcement de réseaux de collecte (rue des Faisans, rue de l'École, rue du G^{al} de Gaulle, rue des Tilleuls, rue des Prés et au niveau des ateliers municipaux).

3.2. Avancement des travaux

Sur la base des propositions d'aménagements de cette étude, les travaux suivants ont été réalisés :

Localisation	Objectif des travaux	Nature des travaux	Date de réalisation
Rue des Vergers Rue des Prés	Renforcement	Pose de 435 ml de canalisation DN 1 200 mm	2020
Rue du Général Leclerc	Renforcement	Pose de 176 ml de canalisation Ø 600 mm	2017
		Pose de 45 ml de canalisation Ø 150 mm	
Rue Ampère et rue Papin	Renouvellement	Pose de 370 ml de canalisation Ø 300 mm	2019
Desserte de l'aire de service du COS	Extension	Pose de 78 ml de canalisation Ø 300 mm	2019

La planification d'autres opérations de travaux d'assainissement sera à étudier en parallèle du programme de voirie de la commune.

3.3. Zonage d'assainissement

L'étude de zonage relative à l'assainissement non collectif a été approuvée en avril 2009.

Ce document consiste en une délimitation par la commune, sur la base d'études technico-économiques, d'une part des zones dans lesquels les eaux usées seront collectées et traitées par la collectivité et, d'autre part, des zones dans lesquelles elles seront traitées par des systèmes d'assainissement non collectif. Toutefois, il ne s'agit pas d'un document de programmation de travaux. Il ne crée pas de droits acquis pour les tiers et ne fige pas une situation en matière d'assainissement. Cela implique notamment que les constructions situées en zones « assainissement collectif » ne bénéficient pas d'un droit à disposer d'un équipement collectif à une échéance donnée.

L'étude ne porte pas sur les zones pour lesquelles il n'y avait pas de perspective d'urbanisation au moment de l'étude. Aussi, en cas d'urbanisation de ces zones, il conviendra de respecter les modalités d'assainissement préconisées dans l'annexe sanitaire du document d'urbanisme en vigueur.

4. RACCORDEMENT AUX INFRASTRUCTURES D'ASSAINISSEMENT DES ZONES D'EXTENSION FUTURE

Le principe de la collecte des zones d'extension future a été tracé schématiquement sur le plan joint à partir du zonage de référence mentionné sur la page de garde.

À défaut de plans de voiries, ces tracés ne sont donnés qu'à titre indicatif pour permettre une évaluation sommaire de la dépense que pourra engendrer l'équipement de ces zones. Ils s'appuient sur la configuration du réseau actuel, la lecture des courbes de niveau, sans mise en œuvre de calculs spécifiques.

Le tracé et le linéaire définitif des canalisations pour la desserte des zones, ainsi que les ouvrages complémentaires de pompage, de stockage ou de traitement, devront faire l'objet d'études spécifiques en fonction des tracés des voiries conçus ultérieurement par les lotisseurs, des besoins des nouvelles zones urbanisées et des profils de terrains.

4.1. Principe général de gestion des eaux pluviales

La desserte interne des nouvelles zones d'extension sera réalisée en mode séparatif.

Pour toute nouvelle construction, y compris les extensions des bâtiments existants et les opérations d'ensemble (lotissements, zones d'activités...), des dispositifs de gestion des eaux pluviales à la parcelle sont obligatoires. Ils concernent aussi bien les eaux pluviales générées par les espaces communs (voirie, place, parking, espaces verts...) que les eaux des parcelles et terrains privés. Les eaux pluviales collectées ne seront pas dirigées vers le réseau public d'assainissement unitaire sauf impossibilité dûment démontrée. Les dispositifs de gestion de ces eaux pluviales pourront alors consister en :

- La limitation de l'imperméabilisation ou encore la végétalisation des toitures, en complément avec une des solutions alternatives ci-après ;
- L'infiltration dans le sol, sous réserve de compatibilité avec les dispositions des périmètres de protection des captages d'eau potable, de profondeur suffisante de la nappe, le cas échéant, et sous réserve que le projet ne soit pas situé à proximité d'une source de pollution atmosphérique, dans le panache d'une pollution de la nappe ou sur un site dont le sol est susceptible d'être pollué ;
- L'utilisation des espaces extérieurs, légèrement en contrebas de la voirie, pouvant supporter sans préjudice une lame d'eau de faible hauteur, le temps d'un orage (jardins, allées, bassins, noues, places de stationnement, place de retournement...).

Si aucune de ces solutions ne peut être appliquée, sous réserve d'autorisation du gestionnaire du milieu, les eaux pluviales pourront être évacuées directement vers un émissaire naturel à écoulement superficiel (cours d'eau, fossé...), éventuellement par l'intermédiaire d'un réseau pluvial, moyennant une rétention avec restitution limitée. Dans tous les cas, les rejets ne devront pas faire peser sur les fonds inférieurs une servitude supérieure à celle qui prévalait avant le projet (cf. Code Civil, articles 640 et 641).

En cas d'impossibilité de rejet vers un tel émissaire, le gestionnaire du réseau public se réserve la possibilité d'accepter un rejet pluvial à débit limité en fonction des contraintes locales.

Pour tout projet d'aménagement supérieur ou égal à un hectare, ou interceptant un bassin versant supérieur ou égal à un hectare, le maître d'ouvrage du projet consultera les services de la Police de l'Eau en application des articles L.214-1 et suivants du Code de l'Environnement. Ainsi, le projet pourra être soumis aux dispositions définies par la Préfecture de Région et pourra faire l'objet d'une déclaration, voire d'une demande d'autorisation.

Parallèlement, si les eaux pluviales sont rejetées vers un réseau d'assainissement pluvial ou unitaire, le maître d'ouvrage du projet d'aménagement sollicitera l'autorisation du gestionnaire de ce réseau récepteur. De manière générale, les demandes de raccordement à un réseau unitaire de telles opérations, sauf circonstances particulières, ne se verront pas accorder de suite favorable.

Les aménagements internes de la zone nécessaires à la gestion des eaux pluviales sont à la charge du constructeur qui doit réaliser les dispositifs adaptés au terrain et à l'opération. Ces aménagements pourront être complétés par un dispositif de prétraitement adapté conformément à la réglementation en vigueur.

4.2. Desserte des zones U (zones urbanisées)

D'une manière générale, les parcelles construites dans les secteurs urbanisés sont déjà desservies par le réseau d'assainissement. Les nouvelles constructions projetées dans ces zones ne nécessiteront probablement pas de conduites supplémentaires. Si tel était le cas, notamment en cas de division parcellaire, il ne s'agirait que d'extensions ponctuelles et localisées qui feront l'objet d'une étude détaillée au cas par cas pour définir les travaux de raccordement à prévoir et les modalités de gestion des eaux pluviales, conformément au paragraphe 4.1.

Les possibilités de raccordement des éventuels aménagements à venir seront à étudier au cas par cas, en fonction de l'éloignement par rapport aux réseaux existants.

Lorsque le raccordement n'est pas envisageable, sous réserve des caractéristiques du sol et du site, un système d'assainissement non collectif pourra être mis en place, conformément à la réglementation en vigueur.

De plus, certaines zones UJ, correspondant aux espaces urbains de jardins ne sont que partiellement desservies par le réseau d'assainissement. Toutefois, étant donné la constructibilité limitée des zones UJ et en l'absence de projet d'aménagement précis, aucun principe d'extension du réseau d'assainissement n'est prévu pour le moment.

Notons que la zone US située à l'extrémité nord-est du ban communal n'est pas desservie par le réseau d'assainissement communal. Toutefois, en l'absence de projet d'aménagement précis, aucun principe d'extension du réseau d'assainissement n'est prévu pour le moment.

4.3. Desserte des zones AC (zone agricole constructible)

Certaines zones agricoles constructibles se trouvent en périphérie urbaine des agglomérations et sont donc déjà desservies par le réseau d'assainissement collectif. D'autres zones sont localisées à l'écart des zones urbanisées et leur desserte n'est pas généralisée. En revanche, en l'absence de projet d'aménagement précis de ces zones, aucun principe d'extension de réseau n'est proposé à ce stade.

Les possibilités de raccordement des éventuels aménagements à venir seront à étudier au cas par cas, en fonction de l'éloignement par rapport aux réseaux existants.

Lorsque le raccordement n'est pas envisageable, sous réserve des caractéristiques du sol et du site, un système d'assainissement non collectif pourra être mis en place, conformément à la réglementation en vigueur.

4.4. Desserte des zones N (zone naturelle)

Étant donné la constructibilité limitée dans ces zones, et en l'absence de projet d'aménagement précis concernant ces zones naturelles aucun principe d'extension n'y est pour le moment prévu.

Les possibilités de raccordement des éventuels aménagements à venir seront à étudier au cas par cas, en fonction de l'éloignement par rapport aux réseaux existants.

Lorsque le raccordement est envisageable, celui-ci nécessitera néanmoins une étude spécifique et une définition, par la commune, des modalités de financement.

Lorsque le raccordement n'est pas envisageable, sous réserve des caractéristiques du sol et du site, un système d'assainissement non collectif pourra être mis en place conformément à la réglementation en vigueur.

5. ESTIMATION SOMMAIRE DES OUVRAGES A RÉALISER

5.1. Loi Urbanisme et Habitat

La réglementation liée à la loi Urbanisme et Habitat demande que les modalités de prise en charge des différentes parties des projets d'aménagement, telles les extensions des réseaux d'eau et d'assainissement nécessaires, soient définies de manière spécifique par l'autorité compétente en matière d'urbanisme.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la mise en place de financements via les aménageurs successifs des équipements nécessaires à leurs opérations. Ce financement pourra conditionner la mise en place par la collectivité des équipements précités.

5.2. Détail estimatif

De manière générale, la Communauté de Communes de la Région de Molsheim-Mutzig ne prévoira pas de réaliser à sa charge d'extensions de réseau sur le domaine public afin de desservir les zones définies comme urbanisables ou à urbaniser.

Un chiffrage pourra néanmoins être réalisé, avant la demande d'urbanisme, afin d'estimer les éventuels coûts de desserte en fonction des contraintes techniques comme de marché en vigueur.

L'aménageur prendra donc attache de la Communauté de Communes de la Région de Molsheim-Mutzig avant toute demande de permis pour un projet non actuellement desservi (voir à cet effet le tracé des conduites de desserte, annexé à la présente note).

La Communauté de Communes de la Région de Molsheim-Mutzig sera amenée, en vertu des principes d'exclusivité et d'absence d'enrichissement sans cause, et dans le respect des possibilités de la réglementation, à réaliser et mettre à la charge des aménageurs tout ou partie de ces aménagements via les véhicules en vigueur, tel que le Projet Urbain Partenarial (PUP), la Participation pour Équipements Publics Exceptionnels (PEPE), la Taxe d'Aménagement (TA), etc...

6. CONCLUSION

Le fonctionnement observé du réseau d'assainissement ne présente pas de difficulté particulière. Néanmoins, une étude de diagnostic des réseaux d'assainissement de la commune a été réalisée en 2010 par le bureau d'études du SDEA qui a débouché sur des propositions d'aménagements.

Concernant les eaux pluviales, dans toutes les zones où un nouvel aménagement est prévu, des dispositifs de gestion des eaux pluviales, avec ou sans admission au réseau public d'assainissement, sont obligatoires. Ils concernent aussi bien les eaux pluviales générées sur les espaces communs que les eaux des parcelles et terrains privés.

L'étude de zonage approuvée en avril 2009 délimite les zones d'assainissement collectif de celles d'assainissement non-collectif et précise, dans ce dernier cas, les filières de traitement à mettre en œuvre.

Il convient aussi de rappeler que la prise en charge des frais de desserte des zones est régie par les dispositions de la loi Urbanisme et Habitat. Les modalités de cette prise en charge, par la commune et/ou les bénéficiaires des extensions, doivent être précisées par l'autorité compétente.

Enfin, afin de ne pas entraver les projets de développement futurs, la réglementation du PLU devra autoriser la construction de réseaux enterrés et de tout ouvrage et bâtiment nécessaires au fonctionnement des installations d'assainissement dans toutes les zones.

Schiltigheim, le 20 décembre 2021

Rédigée par

Le Technicien Bureau d'Études



Thomas ZULIANEL

Validée par

La Responsable Maîtrise d'Ouvrage
Assainissement



Khadija BADDU-KLEIN